

## L'ÉNERGIE

### LES PRIX DU PÉTROLE ET DU GAZ—LES AUGMENTATIONS PRÉVUES ET LA QUESTION DE L'ENTENTE QUANT AU PROGRAMME GÉNÉRAL

**M. James Gillies (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Des discussions importantes à propos du changement du prix du pétrole et du gaz auront lieu cette semaine; les augmentations de prix annoncées par le gouvernement pour ces deux ressources naturelles ont-elles été adoptées à la suite d'un consensus général?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a évidemment participé activement à l'élaboration de la position du gouvernement face à cette conférence. Les répercussions sur les consommateurs canadiens ont de toute augmentation importante de prix été un sujet primordial de nos discussions.

**M. Gillies:** Peut-être le ministre a-t-il mal compris ma question. La voici, précisément: la position que le gouvernement fédéral exposera à cette conférence a-t-elle été formulée en fonction d'un programme général de consensus sur la hausse des prix au sein de l'économie?

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, le programme général entre sûrement en ligne de compte.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### VIETNAM—L'ASSISTANCE ET LES SECOURS—LES ORGANISMES EN CAUSE

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En raison des récents événements au Vietnam du Sud, le ministre dirait-il à la Chambre quelle sorte d'aide le gouvernement canadien assure maintenant au Vietnam du Sud comme au Vietnam du Nord, à combien s'élevé cette aide et par quelles agences elle est accordée?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, jusqu'ici nous avons engagé au-delà de 6 millions de dollars à titre d'aide humanitaire en Indochine; cela constitue la première étape. Nous suivons de près l'évolution de la situation et répondrons aux besoins nouveaux tels que définis par le secrétaire-général des Nations Unies ou le Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Nous avons réparti ces fonds entre trois organisations internationales: la Croix-Rouge, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et l'UNICEF.

**M. Broadbent:** Le ministre, par inadvertance, j'en suis sûr, n'a pas répondu à une partie de ma question. Peut-il dire à la Chambre comment sont répartis ces fonds entre le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord?

**M. MacEachen:** Non, monsieur l'Orateur, je ne puis le faire, car nous prévoyons ou espérons que notre aide ser-

## Questions orales

vira surtout à aider la population civile si tragiquement touchée par l'offensive actuellement en cours. C'est là le principal objectif de notre aide. Je ne puis en donner la ventilation au député, mais j'essaierai volontiers de savoir s'il n'y a pas moyen d'obtenir des chiffres approximatifs.

\* \* \*

## L'IMMIGRATION

### L'ADOPTION DES ORPHELINS VIETNAMIENS

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** J'adresse une dernière question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Il s'agit des enfants qui nous arrivent du Vietnam. Peut-il nous dire si leur adoption remonte à quelque temps, à quelques mois par exemple, ou si elle représente une décision prise plus ou moins sous l'impulsion du moment?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Les enfants que nous essayons actuellement de faire sortir du Vietnam avaient pour la plupart été adoptés, les formalités à leur sujet étant terminées ou sur le point de l'être avec l'assentiment du gouvernement sud-vietnamien et l'approbation des organismes provinciaux au Canada. Nous concentrons notre attention sur ces cas. Il peut arriver que certains enfants pour lesquels aucune formalité d'adoption n'avaient été officiellement d'entreprises aient été amenés au Canada à bord de certains avions. Le cas échéant nous considérons qu'on leur offre provisoirement un refuge sûr pour des fins humanitaires. Nous n'entreprenons toutefois pas de faire sortir du Vietnam des enfants sans l'autorisation d'un gouvernement reconnu. Nous avons pleinement conscience des répercussions qui pourraient s'ensuivre au cas où leurs parents, citoyens vietnamiens, seraient vivants. Nous nous montrons extrêmement prudents à ce sujet, comme j'ai tenté de l'expliquer clairement dans mes déclarations publiques des derniers jours.

\* \* \*

[Français]

## LES DROITS DE L'HOMME

### LA LIBERTÉ DE PRESSE—L'ANNULATION D'ANNONCES PUBLICITAIRES QUE PUBLIAIT «LE JOUR»

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Il y a quelques jours, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources contremandait des annonces publicitaires publiées jusque-là dans *Le Jour* de Montréal. Or, le Conseil de presse, frustré, froissé et aigri, est censé avoir fait des instances auprès du premier ministre au nom de la liberté, la supposée liberté de la presse. Est-ce que le premier ministre a reçu des protestations de la part de ces «braillards» du Conseil de presse, et quelle réponse leur a-t-il donnée dans les circonstances?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, je dois dire qu'à ma connaissance je n'ai reçu directement aucune instance du Conseil de presse. Il se peut qu'il m'ait écrit, mais, bien sûr, j'ai entendu parler de la chose et, pour autant que vous me permettez, monsieur le président, de répondre à une question hypothétique, voici quelle aurait été ma réponse.